

Des salaires, pas de l'indemnitare !

Alors que depuis plus de 20 ans le pouvoir d'achat des enseignants ne cesse de baisser, alors que depuis 2010, et c'est encore confirmé pour 2014 voire au delà, les salaires de toute la Fonction Publique sont bloqués, et alors que la masterisation n'a pas, ô surprise, amené la revalorisation de nos métiers que certains en espéraient, le positionnement actuel du Snes sur cette question cruciale n'est pas sans soulever certaines interrogations. La récente pétition que le Snes appelle à signer en est un exemple révélateur. Celle ci exige un certain nombre de mesures d'urgences essentiellement axées sur des revendications indemnitaires (doublement de l'ISOE, augmentation de l'indemnité pour les TZR...) Ce n'est qu'en dernier point parmi des « mesures programmées » (pour quand ??) que la nécessité d'une revalorisation des salaires par une refonte de la grille apparaît. On voudrait faire comprendre aux collègues que cette revendication est inaccessible dans le contexte actuel qu'on ne s'y prendrait pas autrement..

Pour l'Ecole Emancipée, c'est prendre le problème à l'envers. S'il n'est évidemment pas question d'appeler les collègues à refuser les indemnités qu'il serait possible d'obtenir, c'est bien une augmentation importante et uniforme qui doit être notre revendication première. Augmentation importante pour compenser, au moins, une partie des pertes subies et uniforme pour qu'elle améliore en particulier la situation des salaires les plus faibles.

Il est même à craindre que l'idée selon laquelle une augmentation de nos salaires est impossible aujourd'hui entraîne le Snes à ne pas s'opposer clairement, voire à accepter, des dispositifs aussi dangereux que le fameux Grade à Accès Fonctionnel (GRAF) que le ministère souhaite mettre en œuvre dans l'éducation. Le commentaire qu'en fait le Snes dans les fiches de discussion avec le ministère le confirme : « il faudra ouvrir le champs de cet éventuel débouché de carrière et ne pas le limiter à quelques situations ».. Pour l'Ecole Emancipée il ne saurait être question de négocier pour obtenir « qu'une majorité de personnels n'en soient pas exclus ».. Qui peut croire que ce nouveau grade ne serait pas avant tout un moyen pour les C/E et les IPR de récompenser leurs affidés, comme la hors-classe l'est devenue dans de nombreuses académies ? Il faut au contraire clairement s'opposer à tous les dispositifs qui n'ont pour objectif final que d'individualiser toujours plus les carrières.

Laurent Boiron, élu EE au Bureau National